

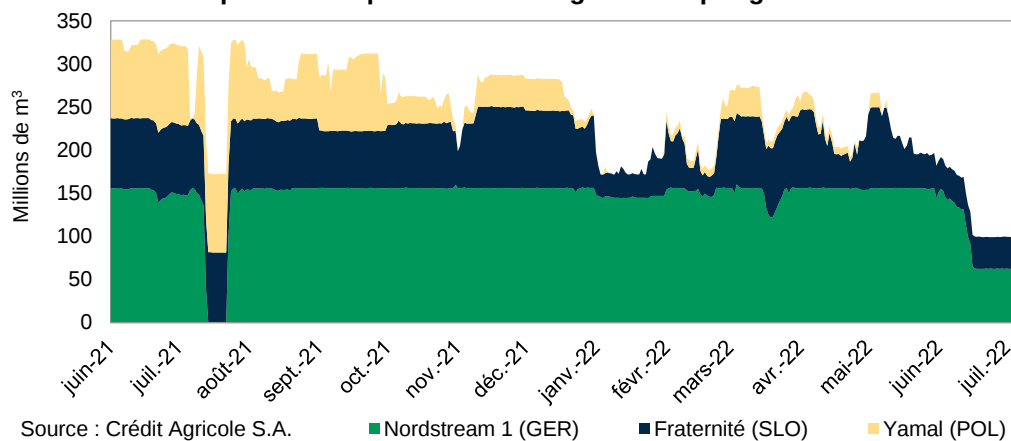
Perspectives

N°22/230 – 13 juillet 2022

GAZ NATUREL – Malgré de gros efforts d'adaptation de son réseau gazier, l'Europe reste otage de la Russie

- Sur le premier semestre 2022, l'Europe est parvenue à compenser la baisse des importations de gaz russe grâce à la forte mobilisation des terminaux de regazéification.
- L'essor du négoce du GNL (gaz naturel liquéfié) en Europe a provoqué une inversion des flux gaziers intra-européens d'ouest vers l'est.
- Plusieurs infrastructures européennes (terminaux, gazoducs, interconnexions) fonctionnent déjà à pleine capacité, limitant ainsi la possibilité d'augmenter substantiellement les flux de gaz vers l'Europe centrale et l'Italie.
- Si les flux de Nordstream 1 reste au niveau enregistré entre la mi-juin et la mi-juillet et si l'Europe paie le prix pour attirer les cargaisons de GNL, alors les infrastructures actuelles devraient être suffisantes pour terminer l'année 2022 avec un risque minimal de rationnement. Pour assurer la sécurité d'approvisionnement de gaz naturel l'hiver prochain, certains terminaux de regazéification et certaines interconnexions devront continuer à fonctionner à pleine capacité pendant tout le second semestre.
- L'année 2023 s'annonce, par contre, potentiellement plus difficile et incertaine. Si Nordstream 1 ne retrouve pas rapidement ses flux « normaux » après la probable réception des pièces détachées incriminées dans les réductions des exportations via Nordstream 1, l'Europe devra réussir sans délai à mettre en service les premiers terminaux flottants qu'elle vient d'affréter en Allemagne et aux Pays-Bas.
- En l'absence de nouvelles capacités significatives de liquéfaction de gaz naturel avant 2025, l'ajout de terminaux flottants d'importation en Europe ne devrait pas pour autant détendre substantiellement les prix du gaz naturel à court et moyen termes.

Importations quotidiennes de gaz russe par gazoducs



Dès le début du conflit russo-ukrainien, l'Europe a très vite affiché des objectifs ambitieux de réduction de ses importations de gaz russe. Le plan RePowerEu, annoncé début mars par l'Europe, table sur une baisse de deux tiers des importations de gaz russe. Malheureusement, **l'Europe n'a pour l'instant jamais été capable de prendre l'initiative sur le plan énergétique et subit la pression russe.** C'est en effet sous la contrainte que, depuis 2020 et la première baisse des flux de gaz russe via l'Ukraine planifié par Gazprom, l'Europe doit trouver d'autres sources d'approvisionnement en gaz naturel. **L'Europe doit continuellement s'adapter au tempo imposé par la Russie.** Cette dernière a d'abord stoppé en avril les flux via le gazoduc Yamal qui traverse la Pologne. Ensuite sous prétexte de tirages frauduleux par les autorités pro-russes du Donbass, l'Ukraine a mis un terme en mai aux importations de gaz russes transitant par les territoires occupés du Donbass. Enfin à la mi-juin, Gazprom s'est dite contrainte pour des raisons techniques de réduire de 60% ses livraisons de gaz transitant par le gazoduc Nordstream 1. **Ainsi à fin juin, les importations quotidiennes de gaz en provenance de Russie vers l'Europe occidentale ont été divisées par trois par rapport à l'année dernière.**

La réduction de deux tiers des importations de gaz russes par l'Europe n'est donc plus un objectif, mais une obligation imposée par la Russie. Le tarissement des flux de l'est et, à l'inverse, une augmentation des flux venant de Norvège et des terminaux de regazéification présents surtout sur la façade Atlantique de l'Europe ont remodelé significativement les flux intra-européens de gaz naturel. Afin de mettre en évidence les importantes modifications du négoce extra et intra-européen du gaz naturel, nous analyserons les échanges de flux de gaz naturel à travers l'Europe occidentale entre six zones géographiques :

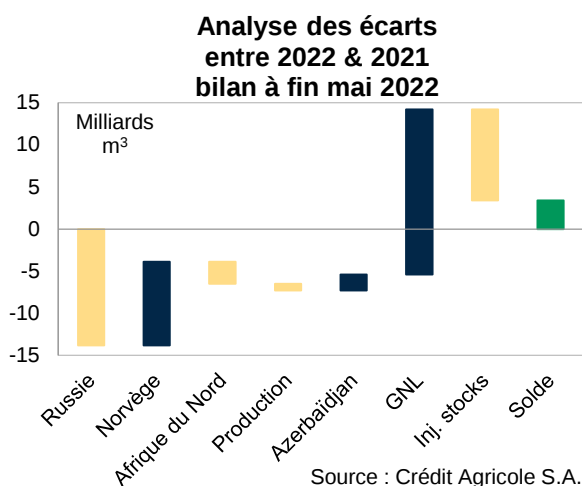
- ✓ **Zone 1 : l'Allemagne, la Pologne, l'Autriche, la République tchèque et la Slovaquie** constitue la première zone géographique. C'est la zone principale d'entrée du gaz russe via les trois gazoducs « Fraternité », Yamal et Nordstream 1. Le point d'entrée principal du gazoduc « Fraternité » qui traverse l'Ukraine se situe à la frontière slovaque. Une partie de ce gaz remonte vers l'Allemagne et la Pologne en passant par l'Autriche et la République tchèque. L'autre partie descend vers l'Italie via l'Autriche. Nordstream 1 alimente directement l'Allemagne

en gaz russe. C'est aussi le gazoduc qui exportait le plus gros volume de gaz russe vers l'Europe avant le conflit. Le gazoduc Yamal achemine du gaz à travers la Biélorussie et la Pologne vers l'Allemagne. L'Allemagne est aussi connectée avec la Norvège et fortement interconnectée avec les Pays-Bas et la Belgique. Cette zone est cependant dépourvue de terminaux de regazéification de gaz naturel liquéfié (GNL).

- ✓ **Zone 2 : les Pays-Bas et la Belgique** forment un *hub* gazier de première importance en Europe. Ils importent du gaz norvégien et sont interconnectés avec le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne. Les Pays-Bas et la Belgique possèdent aussi deux terminaux de regazéification de GNL. La production de gaz naturel des Pays-Bas est cependant en déclin structurel. La production du plus grand champ de gaz naturel en Europe, Grönigen, doit être arrêtée en 2026, selon les prévisions.
- ✓ **Zone 3 : le Royaume-Uni** possède d'importantes capacités de regazéification de GNL. Le Royaume-Uni importe également du gaz naturel de Norvège et continue de produire du gaz naturel. Le Royaume-Uni est respectivement interconnecté à la Belgique et aux Pays-Bas par les gazoducs « *Interconnector* » et « *BBL* ».
- ✓ **Zone 4 : la France**, comme le Royaume-Uni possède un important parc de terminaux de regazéification et importe directement du gaz naturel de Norvège. La France est, par contre, faiblement interconnectée avec l'Espagne, la Suisse et la Belgique.
- ✓ **Zone 5 : l'Italie et la Suisse** forment la cinquième zone. Après la Russie, l'Italie est dépendante de l'Algérie et de la Libye pour son approvisionnement en gaz naturel grâce à deux gazoducs sous-marins. Le réseau gazier italien n'est pas directement relié au réseau français. L'Italie est cependant interconnectée avec la Suisse, elle-même interconnectée avec l'Allemagne et la France.
- ✓ **Zone 6 : la péninsule ibérique (Espagne et Portugal)** jouit de la plus grande capacité de regazéification de GNL en Europe. Malheureusement, elle est faiblement interconnectée avec le reste de l'Europe. L'Algérie, grâce à deux gazoducs, est historiquement un important fournisseur de gaz naturel de l'Espagne. Cependant, les tensions diplomatiques avec le Maroc sur le Sahara occidental ont poussé l'Algérie à stopper ses exportations de gaz naturel via le Maroc.

L'Europe s'en sort bien au premier semestre 2022

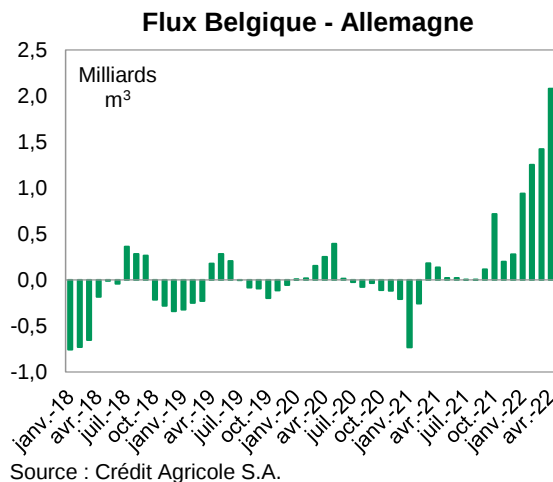
Sur le premier semestre 2022, l'Europe est parvenue à compenser les pertes de gaz russe. Globalement, l'Europe a réussi à augmenter ses importations de GNL et à bénéficier aussi des augmentations de production et d'exportation de la Norvège pour à la fois compenser les baisses d'importations de gaz russe et de gaz en provenance d'Afrique du Nord, ainsi que les injections supplémentaires effectuées pour la constitution des stocks souterrains.



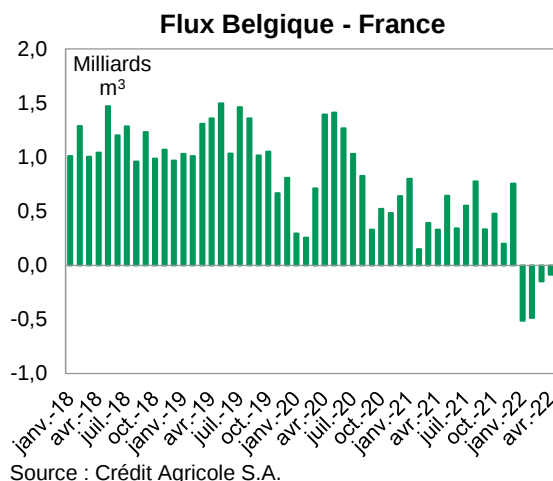
À fin mai, le remplissage des stocks de gaz naturels européens avait un mois d'avance par rapport à l'année dernière. Ils étaient remplis à 47% au 31 mai 2022, contre juste 38% l'année dernière. Malgré une baisse des importations de GNL en juin par rapport à mai, les injections ont continué, permettant à l'Europe d'atteindre les 58% de taux de remplissage de ses stocks de gaz naturel souterrains à la fin du premier semestre.

Les flux de gaz naturel intra-européens se sont inversés

Avant le conflit et compte tenu de l'importante part des importations de gaz russe dans le portefeuille d'approvisionnement de l'Europe, les flux intra-européens étaient surtout orientés de l'est vers l'ouest. La réduction des importations russes compensées essentiellement par une augmentation des importations de GNL et de gaz norvégien a fortement modifié les flux intra-européens. Ils sont dorénavant surtout orientés d'ouest en est à l'image des flux de gaz naturel de la Belgique vers l'Allemagne.

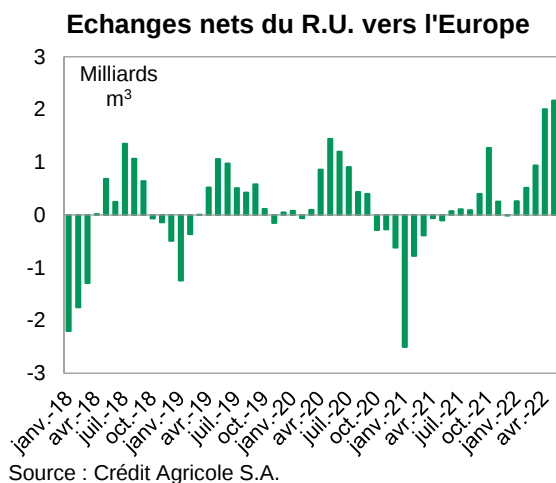


L'interconnexion entre la Belgique et la France a pour vocation première d'alimenter la France. Depuis la fin 2019, les flux en provenance de Belgique ont progressivement baissé. Depuis le début de l'année 2022, la Belgique est même devenue importatrice de gaz naturel en provenance de la France. Cependant, les capacités de transfert entre la France et la Belgique sont bien inférieures à celles entre la Belgique et la France, ce qui explique des flux relativement modestes entre la France et la Belgique.

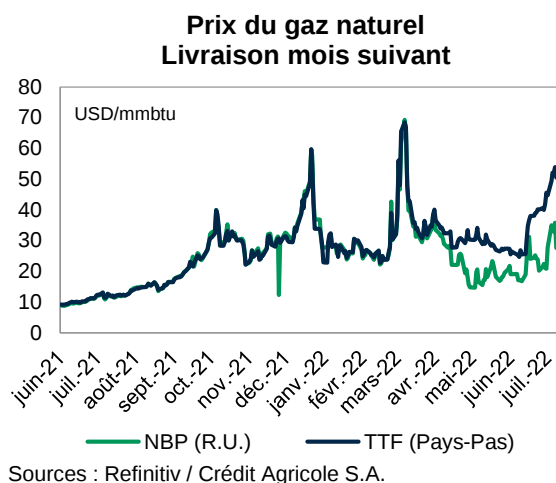


Une partie de l'augmentation des importations de GNL de la France est ainsi dirigée vers la Belgique. C'est aussi le même phénomène qui se produit entre le Royaume-Uni et la Belgique et les Pays-Bas. Alors que peu affecté par la baisse des importations de gaz russe, le Royaume-Uni a connu une augmentation de 25% de ses importations de GNL entre janvier et mai par rapport à l'année dernière. Bénéficiant par ailleurs d'importations de gaz norvégien et d'une production domestique stable sur les cinq premiers mois de l'année, cet excès de gaz naturel en provenance

des terminaux de regazéification de GNL a été **acheminé vers la Belgique et les Pays-Bas** comme le montre le graphique ci-dessous illustrant les flux de gaz naturel de la Grande-Bretagne vers l'Europe continentale.

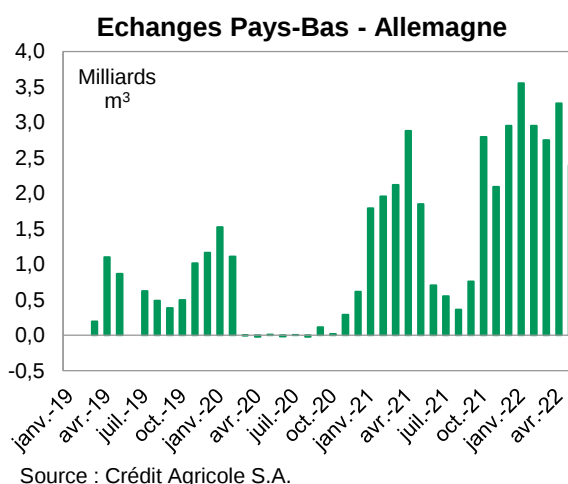


Entre janvier et mai 2022, les exportations de gaz naturel du Royaume-Uni vers l'Europe continentale ont augmenté de 7,4 milliards de m³. C'est deux fois plus que les importations supplémentaires de GNL par la Grande-Bretagne par rapport à l'année dernière. **Le Royaume-Uni a, comme le reste des pays d'Europe du Nord, bénéficié d'un hiver plus clément que l'année précédente et aussi avec plus de vent.** Moins de chauffage résidentiel et une plus grande production d'électricité à partir de ses parcs éoliens ont permis au Royaume-Uni de baisser sa consommation sur les cinq premiers mois de 2022 par rapport à l'année dernière, et d'être visiblement en excédent comme le montre l'évolution des prix du gaz naturel au Royaume-Uni et sur le continent. Depuis avril, le prix du gaz naturel au Royaume-Uni (indice NBP) affiche une décote par rapport aux prix d'Europe continentale (indice TTF).



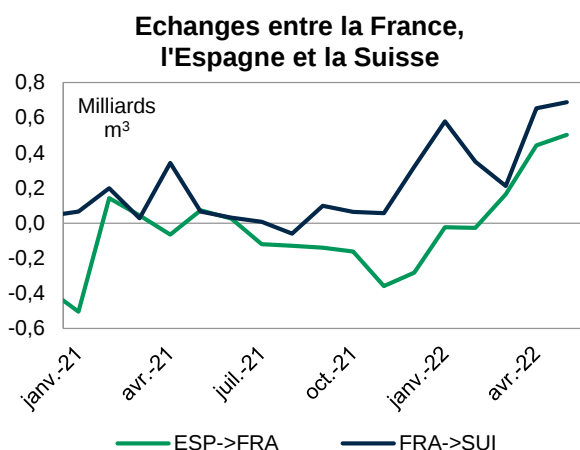
La décote du prix du gaz naturel au Royaume-Uni n'est pas structurelle. En effet, les prix pourraient bien s'inverser cet hiver car n'ayant pas d'importants stocks de gaz naturel, la Grande-Bretagne dépend généralement de l'Europe continentale pour son approvisionnement en gaz naturel l'hiver. Cette décote révèle aussi que les capacités d'échanges entre le Royaume-Uni et le continent sont au maximum de leur capacité et que vraisemblablement jusqu'en septembre, il ne sera pas forcément nécessaire de mobiliser davantage les terminaux de regazéification britanniques qui ont fonctionné à 66% de leurs capacités entre mars et mai 2022.

L'inversion des flux de gaz naturel intra-européens est aussi illustrée dans **l'intensification des échanges entre les Pays-Bas et l'Allemagne** comme l'indique le graphique suivant.



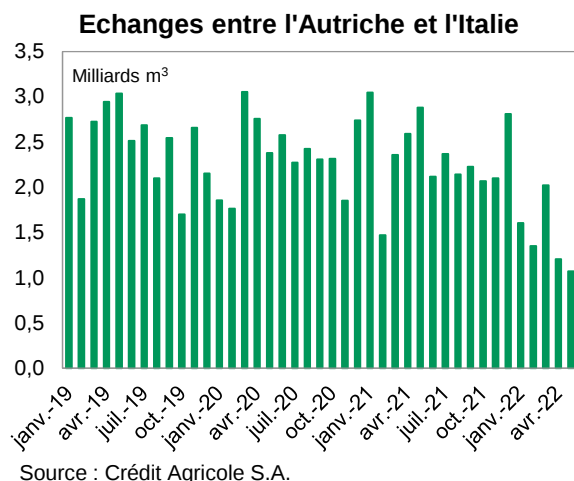
Grâce aux contributions des Pays-Bas, de la Belgique et du Royaume-Uni, **l'Europe centrale, représentée par la zone 1, est parvenue à compenser les baisses des importations de gaz russe sur le premier semestre 2022.** Les stocks souterrains de gaz naturel des pays de la zone 1, à l'exception de l'Autriche, affichent des taux de remplissage supérieurs à 60% à fin juin 2022. La concentration des échanges vers l'Allemagne a sans doute pénalisé les Pays-Bas et la Belgique qui se sont transformés en un point de passage du gaz naturel pour l'Allemagne. Visiblement **sur les cinq premiers mois de l'année, la Norvège a maximisé ses livraisons de gaz vers l'Allemagne au détriment de celles pour les Pays-Bas.** Ainsi, ces derniers ont reçu environ 1,7 milliard de m³ en moins que l'année dernière sur la même période, alors que l'Allemagne a réceptionné 10,5 milliards de m³ de plus. Cette mobilisation des Pays-Bas, de la Belgique et du Royaume-Uni a sans doute contribué à un léger déficit de leurs approvisionnements en gaz naturel par rapport à l'année dernière, sans pour autant suscité d'inquiétude en cette mi-année.

La France a perdu environ 5,7 milliards de m³ d'importations de gaz par la Belgique et l'Allemagne qui furent essentiellement compensés par l'augmentation de 6,2 milliards de m³ d'importations de GNL. L'excédent du GNL et une augmentation des importations en provenance de Norvège (+1,2 milliard de m³) ont permis à la France de reconstituer ses stocks souterrains plus rapidement que l'année dernière. À fin juin, ces derniers affichaient un taux de remplissage de 62%. **Alors que la France exporte généralement du gaz vers l'Espagne, depuis mars 2022, les flux se sont inversés entre les deux pays.**

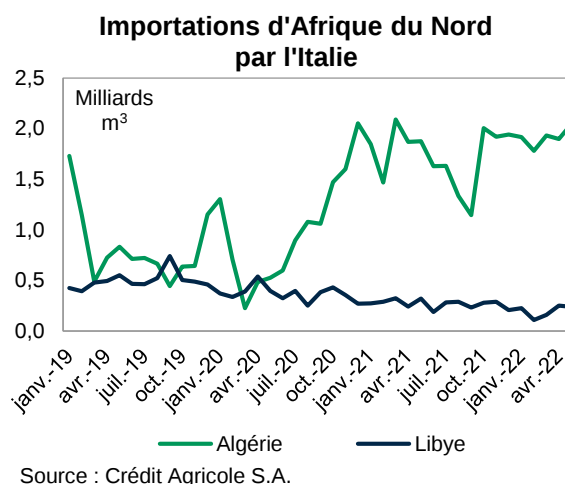


Simultanément, les exportations vers la Suisse ont augmenté. Il est probable que l'augmentation des flux en provenance d'Espagne transite juste par la France pour alimenter l'Italie via la Suisse, faute d'interconnexion directe entre la France et l'Italie.

L'Italie est le deuxième plus important client de Gazprom. Logiquement, avec la réduction des exportations de gaz russe, les flux entre l'Autriche et l'Italie ont fortement diminué, alors que les flux entre la Suisse et l'Italie ont repris en 2022.

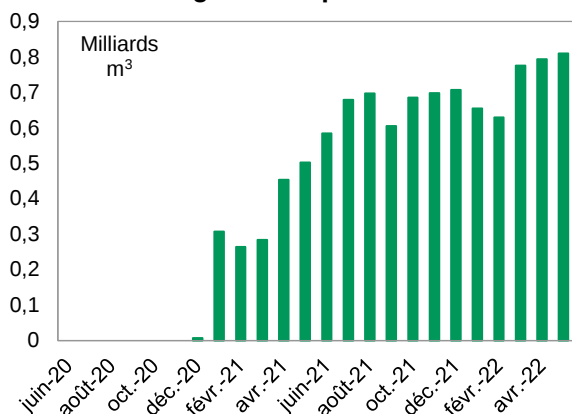


La perte des importations de gaz russe via l'Autriche sur les cinq premiers mois, et qui atteignent environ 5 milliards de m³, n'est malheureusement pas compensée par l'augmentation des exportations par la France via la Suisse estimée à environ 1,8 milliard de m³. **Le deuxième grand fournisseur de gaz naturel de l'Italie est l'Afrique du Nord** grâce à deux gazoducs reliant l'Italie à l'Algérie et à la Libye. L'Italie a pu bénéficier d'une augmentation des livraisons de gaz algérien de 400 millions de m³ sur les cinq premiers mois de 2022 par rapport à l'année dernière. Malheureusement, ces gains ont été compensés par une baisse des exportations de 500 millions de m³ en provenance la Libye.



Les possibilités d'augmentation des exportations de gaz algérien semblent faibles. La Libye, faute d'investissements et en proie perpétuelle aux luttes fratricides entre milices, aura du mal à rester un fournisseur de choix et fiable pour l'Italie. Cette dernière possède trois terminaux de regazéification de GNL. Mais contrairement au Royaume-Uni, à la France ou à l'Espagne, elle n'a pas été en mesure de compenser ses baisses d'approvisionnement de Russie ou d'Afrique du Nord par du GNL. En effet, par rapport à l'année dernière et sur les cinq premiers mois de 2022, les importations de GNL n'ont augmenté que de 700 millions de m³, alors que ses terminaux ne fonctionnaient pas à pleine capacité. **L'Italie a profité ces derniers mois de la montée en charge du gazoduc « Trans Adriatic Pipeline » (TAP), mis en service fin 2020 et qui achemine du gaz d'Azerbaïdjan à l'Europe du Sud.**

Flux de gaz livrés par TAP à l'Italie

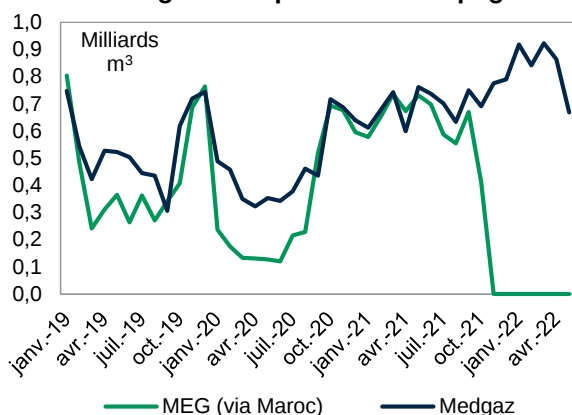


Source : Crédit Agricole S.A.

Aujourd'hui, le gazoduc TAP est au maximum de ses capacités et ne permettra pas à l'Italie de compenser les pertes d'approvisionnement en provenance de Russie à court et moyen termes.

Après le GNL, le gaz algérien est la deuxième source d'approvisionnement en gaz de l'Espagne. En 2019, les importations en provenance d'Algérie par l'intermédiaire de deux gazoducs, MEG transitant par le Maroc et MEDGAZ reliant directement l'Espagne et l'Algérie, représentaient 30% de la consommation de gaz naturel de l'Espagne. Cependant, suite à la détérioration des relations entre le Maroc et l'Algérie à la fin de 2021, l'Algérie a stoppé l'approvisionnement en gaz naturel du Maroc en arrêtant totalement les opérations du gazoduc MEG.

Gaz algérien exporté vers l'Espagne



importante activité sur les cinq premiers mois de l'année, avec des taux d'utilisation moyens de 92% et 82%, respectivement. Les taux d'utilisation respectifs des terminaux italiens et britanniques sont très proches à 70% et 71% en moyenne. Le terminal belge de Zeebrugge n'a opéré qu'à 51% de ses capacités et les terminaux espagnols mal connectés avec les autres pays européens n'affichent qu'un taux d'utilisation moyen de 42%.

Les capacités libres des terminaux anglais, italiens et espagnols représentent un potentiel global d'importation de GNL de 24 milliards de m³ supplémentaires pour le second semestre 2022. Cependant, elles seraient essentiellement destinées aux besoins propres du Royaume-Uni, de l'Italie et de l'Espagne. Ces capacités devraient être peu utiles pour l'Allemagne et les autres pays d'Europe centrale privés des importations de gaz

russe. L'Allemagne ne pourra vraisemblablement seulement compter que sur les maigres capacités disponibles en France, en Belgique et aux Pays-Bas, représentant potentiellement 7 milliards de m³ d'importations de GNL supplémentaires pour le second semestre 2022.

Sans nouveau terminaux de regazéification, l'Europe et tout particulièrement l'Allemagne et l'Italie dont les capacités disponibles sont très faibles et ne représentent qu'un potentiel de 2,5 milliards de m³ d'importations additionnelles de GNL sur le second semestre, **auront peu de marge de manœuvre face à toute nouvelle interruption ou baisse d'approvisionnement venant de Russie, d'Afrique du Nord, ou de Norvège.**

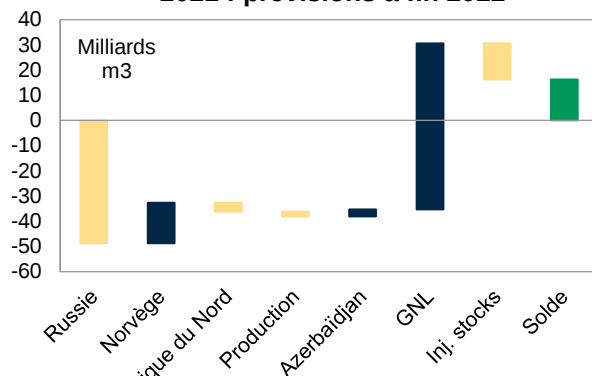
Le second semestre 2022 sera plus incertain

Sur le premier semestre 2022, l'Europe est donc parvenue à substituer les baisses significatives des importations en provenance de Russie, tout en reconstituant ses stocks souterrains à un niveau supérieur à celui de l'année dernière. Le salut de l'Europe a été la possibilité de trouver, sur le marché du GNL, le gaz naturel qui lui faisait défaut. Maintenir la dynamique et le succès du premier semestre est impératif, mais ne sera pas aisé pour finir l'année 2022 sans risque de rationnement ou de pénurie.

En effet, comme souligné préalablement, la Russie a drastiquement réduit les flux à travers Nordstream 1 à partir de la mi-juin. Si les pièces détachées incriminées par Gazprom dans la baisse de ses exportations restent bloquées au Canada, la réduction de 60% de Nordstream 1 pèsera alors sur le second semestre. En supposant que les flux russes ne baisseront pas davantage et resteront stables au niveau actuel, l'Europe pourrait faire face à une baisse supplémentaire d'environ 18 milliards de m³ de son approvisionnement en gaz naturel par rapport à 2021. La baisse globale des importations de gaz naturel russe pourrait atteindre 49 milliards de m³ sur 2022 pour l'Europe occidentale.

Les autres sources d'approvisionnement comme la Norvège, l'Afrique du Nord ou l'Azerbaïdjan étant à leur capacité maximale, l'Europe devra trouver ces 18 milliards additionnels sur le marché du GNL. Comme le souligne le graphique suivant, en supposant la contrainte initiale de remplir les stocks souterrains à 90% de leur capacité, nous estimons (sur la base des tendances actuelles) que l'Europe devra augmenter ses importations de GNL de 66 milliards de m³ en 2022 par rapport à 2021.

Analyse des écarts entre 2022 & 2021 : prévisions à fin 2022



Source : Crédit Agricole S.A.

Les importations de GNL en 2022 par la Pologne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Belgique, la France, l'Espagne, le Portugal, et l'Italie atteindraient alors 142,5 milliards de m³,

l'équivalent de 77% du marché spot et court terme du GNL en 2021. La tâche sera sans doute ardue et onéreuse. Comme le marché spot du GNL est surtout concentré en Asie (67% du marché en 2021), les acheteurs européens vont devoir payer plus cher que leurs concurrents asiatiques pour parvenir à inverser ce marché. Pour parvenir à décharger plus de 140 milliards de m³ de GNL dans le réseau européen, les infrastructures (terminaux, gazoducs, interconnexions) devront rester mobilisées souvent au maximum de leurs capacités, comme certaines l'ont été sur les mois d'avril et mai 2022.

Face aux défis que l'Europe va devoir affronter à partir du second semestre 2022, la Commission a proposé le 15 juin dernier d'abaisser le niveau minimum de remplissage des stocks souterrains de gaz naturel, de 90 à 80% au 1^{er} novembre. Cette baisse de contrainte sur le niveau des stocks avant l'hiver permettrait de réduire les importations de GNL en 2022 de 8,9 milliards de m³ sur le second semestre. Cette réduction d'objectif redonne un peu de souplesse et de marges aux infrastructures gazières en Europe. Elle devrait aussi réduire la pression sur le marché du GNL qui, suite à l'incident technique survenu sur le terminal de liquéfaction Freeport aux États-Unis et l'arrêt de ce dernier jusqu'au mois de septembre, se trouve privé d'environ 5 milliards de m³ sur le second semestre.

La constitution des stocks souterrains à 90% ou même 100% n'est qu'une condition nécessaire mais pas suffisante pour passer l'hiver. En effet, lors des hivers précédents, les stocks souterrains, souvent remplis à plus de 80% de leurs capacités avant l'entrée en hiver le 1^{er} novembre, viennent en supplément des importations de gaz naturel en provenance de Russie ou d'ailleurs. Sans le maintien des importations, les stocks ne seraient pas forcément suffisants pour faire face à l'augmentation de la demande en gaz naturel pendant l'hiver. L'éventuel maintien de l'importante réduction des importations de gaz russe via Nordstream 1, initié par Gazprom à la mi-juin, se fera ressentir surtout pendant le premier semestre 2023. Alors que les importations de gaz russe pourraient être plus faibles pendant le premier semestre 2023 que pendant le premier semestre 2022, et en l'absence de nouveau terminal de regazéification en Europe du Nord (Allemagne, Pays-Bas, Belgique), l'Europe aura peu de marge pour augmenter ses importations de GNL. Les importations de GNL sur le premier trimestre 2023 seraient alors très proches de celles enregistrées pendant le premier trimestre 2022, qui étaient déjà élevées et proches des maximums que peut absorber l'Europe.

L'installation rapide de terminaux flottants est le seul recours de l'Europe pour diminuer les risques de rationnement en 2023

Sans nouveau terminal de regazéification en Europe du Nord pour compenser la baisse éventuelle des réductions d'échanges sur Nordstream 1, les stocks souterrains seront davantage sollicités que pendant les hivers précédents. Sur la base des soutirages des stocks entre novembre et mars des hivers précédents et d'une projection des importations de gaz au niveau actuel, **les stocks souterrains européens, remplis à 90% au 1^{er} novembre 2022, pourraient atteindre un taux de remplissage de 27% fin mars 2023 dans le cas d'un hiver « normal » et juste 2% dans le cas d'un hiver plus rigoureux.** Si l'Europe ne remplit ses stocks souterrains qu'à 80% au 1^{er} novembre 2022, alors les stocks pourraient finir à 17% de taux de remplissage à fin mars pour un hiver « moyen », et ne seraient sans doute pas suffisant pour faire face à trois mois d'hiver rigoureux consécutifs. La possible faible disponibilité du parc nucléaire français l'hiver prochain, susceptible de provoquer une augmentation de la consommation de gaz, accentuerait les besoins en soutirages des stocks.

C'est donc sans surprise que **de grandes sociétés énergétiques d'Europe du Nord ont récemment signé plusieurs contrats pour la mise en service de terminaux flottants d'importation de gaz naturel.** Ces terminaux, appelés FSRU en anglais (*Floating Storage Regazéification Unit*), sont souvent des méthaniers aménagés pour regazéifier le gaz naturel liquéfié et l'injecter dans le réseau. **Par rapport à un terminal classique construit sur la côte, les terminaux flottants peuvent être mis en service rapidement.** Depuis le début du conflit russo-ukrainien, neuf terminaux flottants ont été annoncés en Europe occidentale. Quatre terminaux, commandés par les sociétés Uniper et RWE et d'une capacité globale entre 25 et 29 milliards de m³ par an, devraient être installés sur les côtes allemandes pendant le premier trimestre 2023. La société néerlandaise Gasunie, a affrété deux terminaux flottants qui devraient devenir opérationnels à la fin du troisième trimestre 2022. Ces deux terminaux auront une capacité annuelle cumulée entre 10 et 13 milliards de m³. TotalEnergies prévoit

d'installer un terminal flottant d'une capacité annuelle de 5 milliards de m³ au Havre en septembre 2023. L'Italie est elle aussi contrainte de mettre en service des terminaux flottants supplémentaires. Le gestionnaire du réseau gazier italien, Snam, a affrété deux terminaux flottants d'une capacité annuelle cumulée de 10 milliards de m³. Le premier terminal devrait devenir opérationnel pendant le deuxième trimestre 2023, et le second terminal serait connecté au réseau italien en septembre 2024. **La mise en service dans les délais des deux terminaux flottants néerlandais et des quatre terminaux allemands, combinant une capacité totale entre 35 et 42 milliards de m³ par an, sera un enjeu majeur pour l'Europe.** Tout retard de mise en service de ces terminaux augmentera le risque de rationnement qui pèse sur la fin de l'année 2022 et le début de l'année 2023.

L'affrètement de terminaux flottants sera certainement une bouée de sauvetage pour la sécurité d'approvisionnement de l'Europe. Dans le cadre d'un enlèvement politique du conflit sans accord politique entre la Russie et l'Ukraine permettant d'envisager une levée des sanctions, il faut s'attendre à ce que le bras de fer entre l'Europe et la Russie sur le gaz naturel perdure. À l'heure où Gazprom entreprend ses travaux de maintenance annuel sur Nordstream 1, l'Europe ne sait pas encore quel volume de gaz naturel elle recevra à l'issue de ces travaux qui doivent durer quelques jours. **L'Europe redoute d'être privée totalement du gaz naturel transitant via Nordstream 1.** Dans un tel scénario, les besoins en GNL de l'Europe en 2023 dépasserait les 185 milliards de m³. Même équipée de nouveaux terminaux de regazéification, le défi de l'Europe sera alors de trouver un tel volume de GNL sur un marché dont il n'a été pas prévu d'augmenter significativement les capacités avant 2025. Par conséquent, ces nouveaux terminaux flottants ne favoriseront pas forcément une baisse du prix du gaz naturel, tant que l'Asie et l'Europe se disputeront les cargaisons de GNL et que la Russie limitera son offre vers l'Europe.

Le gaz naturel, un moyen pour la Russie de maintenir les alliés divisés

L'importante pièce détachée, dont la rétention au Canada est à l'origine des baisses des volumes de gaz naturel sur Nordstream 1, devrait être livrée à l'Allemagne au plus grand regret de l'Ukraine. En effet, même si l'Europe se prépare au moins psychologiquement à un arrêt total des importations de gaz russe *via* Nordstream, **il est vraisemblable après le probable retour de la pièce détachée en Russie que Nordstream 1 soit à nouveau exploité à pleine capacité par Gazprom jusqu'à la prochaine activité de maintenance.** Si la livraison de cet équipement à Gazprom doit soulager l'Europe pour quelques mois, elle aura de quoi inquiéter l'Ukraine. En effet, les malheurs de Nordstream 1 étaient certainement l'assurance que Gazprom continuerait d'exporter du gaz naturel vers l'Europe *via* le réseau gazier de l'Ukraine jusqu'en 2025, terme de l'accord de cinq ans signé entre Gazprom et Naftogaz fin 2019. Le transit du gaz russe sur son territoire est une des rares entrées d'argent pour le gouvernement ukrainien. Maintenir un Nordstream 1 sous-utilisé serait un moyen de prolonger cet accord peut-être au-delà de 2025.

Les réductions actuelles des exportations de gaz n'ont pas trop affecté la Russie. Dans un prolongement de la situation actuelle (Nordstream 1 partiellement arrêté), la baisse de moitié en volume des exportations russes en 2022 par rapport à 2021 serait en partie compensée par l'augmentation des prix. Cependant, la Russie n'a aucun intérêt sur le plan financier de complètement arrêter ses exportations de gaz naturel vers l'Europe, et donc de mettre un terme au transit de son gaz *via* l'Ukraine, tant que Nordstream 1 n'est pas à pleine

capacité. En effet, la Russie ne tirerait aucun revenu, si les flux étaient totalement arrêtés, même si les prix du gaz naturel explosaient. Par contre, si l'Europe et la Russie parvenaient à s'entendre pour maintenir les échanges stables à moyen terme sur Nordstream 1, alors l'Ukraine pourrait se trouver privée des revenus associés au transit du gaz russe à partir de 2026. **Alors que l'argent est le nerf de la guerre, la Russie n'aurait pas beaucoup d'intérêt à maintenir ses exportations de gaz *via* l'Ukraine, sauf peut-être à maintenir la division entre pays européens.**

En jouant sur la répartition de son gaz à travers ses différents gazoducs, la Russie a le moyen d'entretenir la division entre pays européens. L'enjeu de l'approvisionnement en gaz naturel en Europe risque d'entretenir les divergences géopolitiques entre, d'une part, la Pologne et les pays baltes, partisans souvent d'une confrontation totale avec la Russie, et, d'autre part, l'Allemagne, les Pays-Bas et la France ouverts à quelques entorses à la doctrine d'isolement de la Russie. La Pologne et les pays baltes, qui n'ont aucun intérêt stratégique dans Nordstream 1, continueront à s'opposer à la route nord du gaz russe et à soutenir le transit du gaz russe par l'Ukraine. À l'inverse, comme l'ont montré les efforts employés par l'Allemagne pour convaincre le Canada à lui livrer l'élément de turbine, l'Allemagne, mais aussi sans doute, les Pays-Bas et la France ont un intérêt à privilégier la route nord à celle qui passe par l'Ukraine.

Consultez nos dernières publications en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
12/07/2022	<u>Ce que les Ukrainiens nous apprennent de nous-mêmes</u>	Ukraine/Monde
12/07/2022	<u>Espagne – Le marché du travail espagnol : changement de cap</u>	Espagne
12/07/2022	<u>France – Scénario 2022-2023 : de puissants freins à la croissance</u>	France
11/07/2022	<u>Fintech Outlook S1 2022 – L'heure des soldes</u>	Banque, fintech
08/07/2022	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
07/07/2022	<u>Hong Kong – Sous les yeux de Xi Jinping</u>	Asie
06/07/2022	<u>Moyen-Orient et Afrique du Nord – Forte hausse de l'inflation, très menaçante dans certains pays</u>	MENA
05/07/2022	<u>Espagne – 9 milliards d'euros supplémentaires pour lutter contre l'inflation</u>	Espagne
05/07/2022	<u>France – Immobilier résidentiel : un marché dynamique en 2021, tassement en 2022</u>	France
04/07/2022	<u>Zone euro – Face au rapprochement de la menace, l'UE accélère REpowerEU</u>	Union européenne
01/07/2022	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
01/07/2022	<u>Monde – Scénario macro-économique 2022-2023 : entre le marteau et l'enclume</u>	Monde
01/07/2022	<u>Colombie – Gustavo Petro, un président de gauche : une première</u>	Amérique latine
30/06/2022	<u>Europe : une dette commune au service de sa Puissance</u>	Europe
30/06/2022	<u>Royaume-Uni – L'inflation en mai, une question de vivres...</u>	Royaume-Uni
29/06/2022	<u>Automobile – "Que la force soit avec toi"</u>	Automobile
29/06/2022	<u>Asie - Au Sommet des BRICS, la Chine se rêve en leader du Sud</u>	Chine
28/06/2022	<u>Italie – Tremblement de terre au sein des Cinq étoiles, une réplique des élections municipales</u>	Italie
28/06/2022	<u>Avenir de l'Europe - L'euro numérique - Web conférence</u>	Europe, banques
27/06/2022	<u>Allemagne – Se préparer à la fermeture du robinet énergétique !</u>	Allemagne
24/06/2022	<u>Monde - L'actualité de la semaine</u>	Monde
23/06/2022	<u>En Inde, le conflit révèle des faiblesses structurelles</u>	Inde
22/06/2022	<u>PRISME – L'analyse de la conjoncture et de l'actualité agricole et agroalimentaire du Crédit Agricole</u>	Agriculture, agroalimentaire

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Stéphane Ferdrin

Documentation : Vincent Guéganic – **Statistiques :** Alexis Mayer

Secrétariat de rédaction : Fabienne Pesty

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.